

Le gigantesque plan que prépare l'Iran pour booster sa production de pétrole (et ça ne plaira pas à l'Arabie Saoudite)



L'accord américano-iranien sur le nucléaire et la levée des sanctions internationales contre Téhéran ouvre la voie à de nouvelles possibilités pour l'Iran. Le régime perse espère bien en profiter notamment pour développer considérablement sa production de pétrole. Mais les obstacles sont nombreux.

Avec Francis
Perrin

Atlantico : Après des années de sanctions internationales et d'isolement diplomatique, l'Iran souhaiterait mettre en place un vaste plan de développement de sa production de pétrole pour l'augmenter de 20% d'ici 2021 (le faisant ainsi passer de 3,8 millions de barils par jour à 5 millions de barils). Pour cela, l'Iran souhaiterait attirer près de 200 milliards de dollars d'investissements étrangers sur cette même période. D'un point de vue économique, un tel plan vous paraît-il réalisable dans le contexte actuel ?

Francis Perrin : L'Iran a un potentiel pétrolier considérable puisque ses réserves prouvées de pétrole sont généralement considérées comme étant les quatrièmes plus importantes au monde après celles du Venezuela, de l'Arabie Saoudite et du Canada. La production de pétrole brut de ce pays est estimée à 3,65 millions de barils par jour (Mb/j) en août par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et elle était proche de 4 Mb/j avant l'embargo européen imposé en 2012 et levé au début 2016. À terme, un niveau de l'ordre de 5 Mb/j n'est donc pas impossible. L'Iran contrôle également d'énormes réserves de gaz naturel, ce qui le classe au premier ou au second rang mondial (devant ou derrière la Russie selon les estimations) pour cette source d'énergie, et produit aussi des liquides extraits du gaz naturel. Si l'on ajoute ces liquides à la production de pétrole brut, le chiffre de 5 Mb/j est tout à fait à la portée de l'Iran.

Si l'objectif est parfaitement atteignable, on peut évidemment s'interroger sur le calendrier. 2021, c'est dans cinq ans, ce qui est un délai assez court dans le secteur de l'énergie. Aujourd'hui, la production pétrolière iranienne (que ce soit seulement le pétrole brut ou le brut plus les liquides du gaz naturel) est le fait de la *National Iranian Oil Company* (NIOC) seulement. Pour accroître de façon importante le niveau de production actuel, il faudra de très gros investissements et ceux-ci seront partagés entre la NIOC et ses filiales et des compagnies étrangères. L'un des grands défis pour l'Iran est donc d'attirer les investissements des grandes compagnies pétrolières sur son territoire, ce qui suppose d'offrir à ces sociétés de bonnes perspectives de rentabilité. À cette fin, le pays vient d'adopter un nouveau modèle de contrat pétrolier, l'*Iran Petroleum Contract*, qui est présenté par les autorités iraniennes comme beaucoup plus intéressant économiquement que les contrats précédents. Une autre question clé porte sur les risques de rétablissement futur des sanctions contre l'Iran, ce qui peut dissuader une partie des investisseurs étrangers. Des discussions sont en cours avec certaines compagnies pétrolières et cela permettra de tester l'appétit des investisseurs étrangers.

Dans l'ensemble, l'objectif d'une production de 5 Mb/j vers 2021 n'est pas irréaliste même si plusieurs incertitudes subsistent.

Au-delà de l'aspect économique, quels sont les autres enjeux que soulève une telle volonté de la part de Téhéran (énergétiques, géopolitiques, rivalité avec l'Arabie Saoudite, etc.) ?

Pour un pays producteur de pétrole (et de gaz naturel), augmenter sa production et ses exportations, c'est aussi, directement ou indirectement, affirmer sa puissance. Plus de production (et plus d'exportations) génère plus de recettes d'exportation et de recettes budgétaires, ce qui représente plus de ressources financières pour un État. Dans ce cas précis, l'Arabie Saoudite pense que l'accroissement de ses revenus pétroliers permettra à l'Iran d'augmenter sa capacité de nuisance dans divers domaines et que ce pays deviendra encore plus dangereux au Moyen-Orient et au Proche-Orient. Ces deux puissances s'affrontent déjà indirectement à travers les conflits au Yémen et en Syrie et, à ces guerres "chaudes", s'ajoutent des guerres "froides", dont une guerre du pétrole.

Chacun a encore en mémoire l'échec de la réunion entre pays membres et non membres de l'OPEP en avril dernier à Doha, au Qatar. L'objectif était de geler la production pétrolière en 2016 en vue de faire remonter les prix du brut et cette décision semblait acquise mais l'opposition de l'Arabie Saoudite à la conclusion d'un accord OPEP/non-OPEP qui ne s'appliquerait pas à l'Iran a torpillé cette réunion. Cinq mois après cette rencontre, il n'y a toujours pas d'accord entre producteurs sur ce sujet crucial. L'Arabie Saoudite n'est manifestement pas d'humeur à faire la moindre concession à l'Iran, et cela inclut le secteur pétrolier.

Alors que plusieurs pays producteurs de pétrole sont en difficulté actuellement (Nigéria, Venezuela...), à quoi peut-on s'attendre à court et moyen terme pour tous ces pays dont fait partie l'Iran ? Un *statu quo*, une remontée du prix du baril, une baisse... ? Avec quelles conséquences à prévoir ?

L'hostilité très forte entre l'Iran et l'Arabie Saoudite est un obstacle très significatif sur la route d'un éventuel accord entre pays producteurs de pétrole. Les prochaines étapes de cette route, qui pourrait être une impasse, sont la réunion à Alger, à la fin de ce mois, du Forum International de l'Energie et celle de la Conférence ministérielle de l'OPEP en novembre à Vienne. Mais l'ombre de l'opposition entre les deux pays pèsera lourdement sur ces deux réunions.

Il serait pourtant fort important pour les pays producteurs de s'entendre pour faire remonter les prix du pétrole au-delà de \$50 par baril. Le 16 septembre, en fin de journée, le prix du pétrole Brent de la mer du Nord restait inférieur à \$46/b et l'AIE estime que l'excédent de l'offre pétrolière mondiale sur la demande ne sera pas résorbé d'ici à la fin 2016. De plus, au Nigéria et en Libye, les autorités pensent, à tort ou à raison, que leur production nationale pourrait repartir à la hausse à partir de septembre alors que celle-ci avait accusé le contrecoup de problèmes politiques et de sécurité dans ces deux pays. Cette perspective de redressement de la production de ces deux importants producteurs africains pèse évidemment sur les prix dans le sens de la baisse même s'il reste à voir si cette hausse attendue, ou espérée, sera effective et, surtout, durable.

Comme indiqué ci-dessus, la hausse de la production pétrolière de l'Iran depuis le début de l'année est, elle, bien réelle. Il en est de même pour l'Irak et l'Arabie Saoudite ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. Heureusement pour les producteurs, la demande pétrolière mondiale augmente et la production des pays non-OPEP baisse. Le paysage pétrolier mondial est donc contrasté dans le court terme mais le marché est en voie de rééquilibrage et les perspectives sont meilleures pour les producteurs à moyen terme.